

## **Une enquête révèle qu'un Africain sur quatre verse des pots-de-vin pour avoir accès à des services publics**

*La corruption touche les pauvres et les jeunes de façon disproportionnée.*

Berlin, 11 juillet 2019 – La dixième édition du Baromètre mondial de la corruption pour l'Afrique révèle que plus de la moitié des citoyens interrogés dans 35 pays africains pensent que la corruption s'aggrave dans leur pays. Le Baromètre mondial de la corruption est publié pour la journée Africaine de la lutte contre la corruption par Transparency International en partenariat avec Afrobarometer. Ils sont aussi 59 % à estimer que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption.

### [Lire le rapport](#)

C'est l'enquête d'opinion publique la plus vaste et la plus détaillée concernant les pots-de-vin et les autres formes de corruption en Afrique : 47 000 citoyens de 35 pays ont été interrogés sur leur perception de la corruption et sur leur expérience liée à la pratique des pots-de-vin.

Les résultats montrent que **plus d'un citoyen sur quatre, soit plus de 130 millions de personnes, ont payés un pot-de-vin au cours de l'année précédente** pour accéder à des services publics tels que les soins de santé et l'éducation.

Le Baromètre souligne également que la corruption touche les populations les plus vulnérables de façon disproportionnée, car **les plus pauvres versent deux fois plus souvent des pots-de-vin que les plus riches**. Les jeunes paient plus de pots-de-vin que les plus de 55 ans.

D'après Patricia Moreira, directrice générale de Transparency International : « *La corruption entrave le développement économique, politique et social de l'Afrique. Elle représente un obstacle majeur à la croissance économique, à la bonne gouvernance et aux libertés fondamentales, comme la liberté d'expression ou le droit des citoyens à demander des comptes à leur gouvernement. Si les États ont encore fort à faire pour regagner la confiance des citoyens et réduire la corruption, la situation doit toutefois être replacée dans un contexte global. La corruption d'agents étrangers et le blanchiment d'argent privent les services publics de ressources qui leur sont essentielles, et ce sont les citoyens ordinaires qui paient le plus lourd tribut.* »

La police est considérée comme l'institution la plus corrompue, 47% des personnes interrogées estimant que la plupart ou la totalité des policiers sont corrompus. Beaucoup de citoyens pensent également que les fonctionnaires et les parlementaires sont fortement corrompus, avec respectivement 39% et 36%.

Comme dans l'édition précédente du Baromètre pour l'Afrique, la police obtient systématiquement le taux de corruption le plus élevé sur tout le continent. Cela peut expliquer pourquoi plus de deux tiers des personnes sondées craignent de subir des représailles si elles dénoncent la corruption. Sur une note plus positive, plus de la moitié des personnes interrogées pensent que les gens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption.

Paul Banoba, coordinateur régional pour l'Afrique de l'Est auprès de Transparency International, explique : « *Pour éviter que la corruption pèse lourdement sur les citoyens ordinaires, les États africains qui ne l'ont pas encore fait doivent ratifier et appliquer efficacement la Convention de*

*l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption. Les Africains se sentent capables de changer le cours des choses. Les États doivent leur donner les moyens de le faire. »*

Transparency International presse les gouvernements de **respecter leurs engagements en faveur de la lutte contre la corruption** et de :

- Mener une enquête, engager des poursuites et sanctionner les coupables pour tous les signalements de corruption dans les secteurs privé et public sans exception.
- Élaborer des standards minimums et des lignes directrices pour une passation de marchés éthique et développer les bonnes pratiques solides de passation de marché sur tout le continent à travers la formation, le suivi et la recherche.
- Adopter des pratiques de commande publique ouverte pour rendre les données et les documents plus clairs et plus faciles à analyser et garantir la transparence des procédures de recrutement.
- Créer des mécanismes pour recueillir les plaintes des citoyens et renforcer la protection des lanceurs d'alerte afin que les citoyens puissent signaler les cas de corruption sans crainte de représailles.
- Permettre aux médias et à la société civile de demander des comptes aux gouvernements.
- Promouvoir la transparence des financements des partis politiques.
- Accepter la coopération transfrontalière pour lutter contre la corruption.

Les autorités doivent créer des registres publics précisant les noms des détenteurs de sociétés-écrans, et adopter et faire observer des lois sur les avoirs détournés.

Par ailleurs, les dirigeants et conseils d'administration des entreprises, y compris des multinationales présentes en Afrique, doivent appliquer avec efficacité et transparence les plus hautes normes internationales de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent.

FIN

### **À propos du Baromètre mondial de la corruption**

L'enquête du Baromètre mondial de la corruption pour l'Afrique a été réalisée par l'Afrobaromètre dans 34 pays, dans le cadre de la série 7 de ses études, en collaboration avec Transparency International. Une enquête distincte pour la République démocratique du Congo a été commissionnée par Transparency International et menée par Omega Research.

Les enquêtes ont été réalisées en face à face par des personnels assistés par ordinateur qui ont sondés 47 105 adultes de 18 ans et plus vivant dans 35 pays d'Afrique. Le travail de terrain a été mené entre septembre 2016 et septembre 2018, et les enquêtes ont été échantillonnées et pondérées pour être représentatives à l'échelle nationale. Les résultats globaux pour l'Afrique sont équivalents à la moyenne des pays étudiés. [Cliquez ici](#) pour la liste complète des pays étudiés et des informations sur la méthode de l'enquête d'opinion.

Le nombre total de personnes ayant payé de pots-de-vin a été calculé sur la base du pourcentage de sondés dans chacun des 35 pays étudiés qui avaient versé un pot-de-vin au moins une fois à l'un des cinq services publics au cours des 12 mois précédents, puis extrapolé à l'aide des estimations démographiques disponibles des Nations Unies des adultes de 18 ans et plus.

### **À propos de Transparency International**

Transparency International est l'organisation mondiale de la société civile au premier plan de la lutte contre la corruption depuis 25 ans. Pour nous rejoindre, consultez le site Internet [transparency.org](http://transparency.org).

### **À propos de l'Afrobaromètre**

L'Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain non partisan qui mène des enquêtes auprès du public sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques et les problèmes connexes en Afrique. Pour plus d'informations, visitez le site: [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).